



©1989-2019 APM International - <https://www.apmnews.com/depeche/102772/344223/medicaments-des-groupements-regionaux-d-achat-deplorent-une-rarefaction-de-l-offre>

DÉPÊCHE - 02/12/2019

# Médicaments: des groupements régionaux d'achat déplorent une raréfaction de l'offre

Mots-clés : #établissements de santé #produits de santé #pharmaciens #coopérations #hôpital #achats #congrès #dispositifs médicaux #industrie #PUI #Centre-Val de Loire #Nouvelle-Aquitaine #Occitanie

POLSAN - ETABLISSEMENTS

CONGRÈS

ENVOYÉ SPÉCIAL

(Par Jean-Yves PAILLÉ, aux Journées achat du Resah)

MONTRouGE (Hauts-de-Seine), 2 décembre 2019 (APMnews) - Trois pharmaciens gestionnaires de groupements d'achat ont déploré les difficultés d'approvisionnements et les pénuries dans les zones qu'ils couvrent, lors des Journées de l'achat hospitalier organisées par le **Resah**, vendredi.

Loïc Rolland, pharmacien et coordonnateur produits de santé du groupement de coopération sanitaire (GCS) achats en santé d'Occitanie, Jean-François Husson, pharmacien coordonnateur du GCS achat Centre et Vincent Hurot, pharmacien référent du groupement Aquitaine, sont intervenus lors d'une session intitulée "Niveau de mutualisation : où en est-on deux ans après la publication des recommandations (cf [dépêche du 24/10/2017 à 18:13](#)) de la DGOS [direction générale de l'offre de soins] ? L'exemple des produits de santé".

Jean-François Husson a exposé une étude sur les difficultés d'approvisionnement du centre hospitalier (CH) de Blois. Au premier semestre 2018, celles-ci concernaient 158 spécialités pharmaceutiques (9% du livret du médicament). Une alternative thérapeutique (même forme et même dosage) achetée dans un délai de moins de 7 jours n'a pas été trouvée pour 43 des 158 spécialités pharmaceutiques. Au 2 juillet 2018, l'établissement constatait 53 "ruptures" d'approvisionnement.

Jean-François Husson a étudié les évolutions constatées entre 2017 et 2020 dans le cadre du GCS achat Centre. Il a noté une "stabilité" concernant le nombre moyen de réponses pour chaque lot (+0,5% avec 2,2 réponses par lot en 2020, contre 2,19 en 2017). La situation reste problématique avec parfois "un seul candidat pour une molécule essentielle,

créant une situation de risque pour le patient", a-t-il pointé. "Il faut d'emblée prévoir des alternatives."

Pour 2020, 52 lots sur 846 restent sans réponse et 237 lots reçoivent une réponse unique, contre 54 lots sans réponse sur 828 et 245 lots avec une réponse unique en 2017. Il a noté pour certains anti-infectieux (sauf ARV -antirétroviraux) un nombre de réponses en baisse de 5,6% en 2020 comparé à 2017.

Loïc Rolland a observé l'évolution du nombre de candidats pour des appels d'offres d'achats de produit de santé entre la campagne 2008 et la campagne 2018, dans le cadre de son GCS. Il a évoqué une évolution "a priori" positive dans son GCS, avec "+41%" de candidats en 10 ans et "+5,4%" de propositions de prix, ou encore un ratio moyen de réponses reçues par lot passé de 2,27 en 2008 à 2,39 en 2018.

Il a néanmoins expliqué que pour certaines classes pharmacologiques, la situation se dégrade. Loïc Rolland a souligné la tendance à la baisse, par exemple pour les produits injectables anti-infectieux (3,6 réponses par lot en 2008 à 2,1 en 2018) et antinéoplasiques (4 réponses par lot en 2008 à 2,9 en 2018).

Concernant le groupement de l'Aquitaine, Vincent Hurot a indiqué que sur 593 lots dans les appels d'offres 2018, 55 n'ont pas reçu d'offre et 141 en ont reçu une seule. Il a précisé qu'en 2018, 3 fois plus d'appels d'offres sont restés sans offre, par rapport à 2015. La moyenne du nombre d'offres par lot est passée de 2,9 en 2015 à 2,18 en 2018.

Vincent Hurot a fait part de difficultés à diagnostiquer les causes de la raréfaction de l'offre, se demandant notamment si "une massification à outrance" en était responsable. Les problèmes de "pénuries du médicament nous posent beaucoup de problèmes en tant qu'acheteurs", a-t-il renchéri.

Le premier ministre a confié à Jacques Biot, ex-président de Polytechnique et ancien de l'industrie pharmaceutique, une mission d'analyse sur les causes des pénuries de médicaments en France et un rapport est attendu pour janvier 2020, rappelle-t-on (cf MJL8PZTNIS).

## **Des pistes pour "un nouveau modèle d'achat de produits de santé"**

Jean-François Husson a par ailleurs évoqué des pistes pour "un nouveau modèle d'achat de produits de santé", en donnant notamment de la visibilité aux achats régionaux, en proposant d'associer les directeurs d'achats d'établissements supports dans le management du groupement régional, ou encore d'informer tous les établissements de la région des projets et campagnes d'achat.

Il a préconisé également de "rechercher les plus-values", en ayant une exhaustivité sur les filières traitées, réaffirmer le rôle des adhérents dans l'expertise, former l'ensemble des personnels concernés sur les thématiques achats définies, aider dans la gestion du contentieux, en particulier les ruptures d'approvisionnement, ou encore développer des actions dans le domaine de la logistique.

Selon le pharmacien coordonnateur du GCS achat Centre, il est également important de "donner un sens à l'achat" en prenant en compte le parcours patient, intégrant les centres de référence et réorganisation des réseaux, partageant les pratiques pour les dispositifs médicaux (DM) et dispositifs médicaux implantables (DMI), en intégrant les établissements d'aval à la réflexion et en travaillant sur un livret du médicament partagé au sein des groupements hospitaliers de territoire (GHT).

Vincent Hurot a souligné l'importance de "ne pas régresser", d'avoir "une réflexion non partisane pour acquérir le produit de santé aux meilleures conditions", de disposer d'une "ingénierie achat suffisante", en matière de sécurité juridique, d'outils adaptés, de ressources humaines, entre autres. Il a également fait valoir la nécessité de maîtriser les coûts de structure.

jyp/ab/APMnews

[JYP7Q1VNIR]

©1989-2019 APM International -

<https://www.apmnews.com/depeche/102772/344223/medicaments-des-groupements-regionaux-d-achat-deplorent-une-rarefaction-de-l-offre>